



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Annexe 1

**SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE
ET DE SECOURS DE LA GIRONDE**
22, boulevard Pierre 1^{er} – 33081 BORDEAUX CEDEX
Contact : 05 56 14 12 18
secretariat-gprev@sdis33.fr

Bordeaux, le 17 janvier 2024

**COMMISSION CONSULTATIVE DÉPARTEMENTALE
DE SÉCURITÉ ET D'ACCESSIBILITÉ**

**SOUS-COMMISSION DÉPARTEMENTALE POUR LA SÉCURITÉ CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE
PANIQUE DANS LES ERP ET LES IGH**

SÉANCE DU 17 JANVIER 2024

N/référence : A / 86589 du 4 décembre 2023

Instruit par : CNE Fabrice RAGUES

Transmis par : la DDTM de Bordeaux le 30 novembre 2023

COMMUNE	CADILLAC SUR GARONNE		
NUMÉRO ÉTABLISSEMENT	E08100035-000-0		
DOCUMENT D'URBANISME	PC03308123W0016 - AT03308123W0007		
NOM DE L'ÉTABLISSEMENT	CENTRE HOSPITALIER SPÉCIALISÉ - UNITÉ TRELAT		
ADRESSE	89 RUE CAZEAUX CAZALET 33410 CADILLAC SUR GARONNE		
MAÎTRE D'OUVRAGE	CENTRE HOSPITALIER DE CADILLAC		
NATURE(S) D'ACTIVITÉ(S)	Soins de psychiatrie		
TYPE(S) ACTIVITÉ(S)	Uh		
EFFECTIFS.	Public	Personnel	Total
	58	52	110
CATÉGORIE	4 ^{ème}		
DÉSIGNATION DU PROJET	Construction, restructuration et demandes de dérogation		

Avis	FAVORABLE
------	-----------

**Pour le Directeur Départemental
et par délégation,
Le Chef du groupement Prévention**


Lieutenant-colonel Christophe LABESSAC

CADILLAC SUR GARONNE / CENTRE HOSPITALIER SPÉCIALISÉ DE CADILLAC - UNITÉ TRELAT

COMPOSITION DU DOSSIER

Liste des documents consultés dans le dossier :

- document d'urbanisme (Cerfa) – Dossier spécifique permettant de vérifier la conformité des établissements recevant du public aux règles d'accessibilité et de sécurité contre l'incendie et la panique en date du 10/10/2023,
- notice de sécurité initiale du mois de septembre 2023,
- notice de sécurité modifiée indice A en date du 08/12/2023,
- dossier de demandes de dérogation du mois de septembre 2023,
- un jeu de plans sécurité incendie du mois de septembre 2023 (projet) : situation, masse, rez-de-chaussée, R+1, coupes, façades,
- cahier des charges fonctionnel du mois de septembre 2023, tableau de corrélation des zones et plans de zones de mise en sécurité du SSI (ZA / ZC / ZF / ZDM / ZDA).

DESCRIPTION DU PROJET



HISTORIQUE DE L'ÉTABLISSEMENT

La sous-commission ERP/IGH a émis un avis favorable lors de la séance du 15 mars 2023 au permis de construire PC 03308122W0046 relatif au projet de construction et de restructuration de deux corps de bâtiments en R+1 afin de créer l'unité Trélat sur le site du Centre Hospitalier de Cadillac-sur-Garonne.



DESCRIPTION DU PROJET :

Le projet concerne la représentation du projet cité ci-dessus afin de créer l'unité Trélat sur le site du Centre Hospitalier de Cadillac-sur-Garonne.

Le dossier de sécurité comporte quelques modifications par rapport au projet initial.

L'unité Trélat se situe dans le cœur historique du centre hospitalier de Cadillac. Suite à la démolition de l'ancien bâtiment, le site accueillera une unité de 30 lits au RDC pouvant être divisée en deux sous-unités de 10 et 20 lits, ainsi qu'une unité de 3 lits, un studio et un appartement type T2 au R+1.

Les deux corps de bâtiments en R+1 reconstruits sont implantés en peigne par rapport au jardin central. Le bâtiment nord est conservé et restructuré. Ils sont reliés entre eux par des corps de bâtiments en RDC organisés autour de grands patios. A l'étage, une galerie permet de relier l'aile nord à l'aile centrale.

Le futur bâtiment est destiné à accueillir :

- o une unité psychiatrique de 30 lits en RDC,
- o une unité dite de « réhabilitation » de 3 lits au R+1 de l'aile centrale,
- o un studio et un T2 pour les patients et leurs familles au R+1 de l'aile centrale,
- o un pôle dit « perspective » accueillant des bureaux et des salles de réunion pour les équipes médicales au R+1 de l'aile nord,
- o l'unité psychiatrique comprend un pôle logistique avec une cuisine relais ainsi que des services médicaux et administratifs.

Le dossier permettant de vérifier la conformité du projet aux règles de sécurité est exhaustif. Il n'amène pas d'observation. Deux demandes de dérogation sont faites.

Il est précisé quelques particularités concernant l'aile centrale dont l'aménagement définitif n'est pas arrêté (extrait de la notice de sécurité) :

« En raison d'incertitudes économiques, l'unité de réhabilitation 3 lits située au R+1 de l'aile centrale reste hypothétique. Cet aménagement ne sera affermi qu'à l'issue de l'appel d'offre. A défaut, il est prévu de livrer provisoirement cette zone sous forme de réserve foncière clos et couverte, répondant aux normes de sécurité incendie. Elle sera organisée autour d'une circulation en cloisonnement traditionnel de 154 cm de large, pourvue d'une issue de secours 2 UP. Elle sera désenfumée mécaniquement pour assurer l'évacuation du public (plan de principe joint à la notice de sécurité). Les volumes ainsi encloisonnés seront désaffectés mais traités comme des locaux à risque moyen (cloisons CF 1 heure et portes PF 1/2 heure avec fermes portes). Dans tous les cas, une déclaration de travaux sera soumise à l'avis de la commission de sécurité. »

La défense extérieure contre l'incendie est assurée par :

Point d'eau	Domaine	Implantation	Distance
N° 41	Privé	SITE DU CHS - TRANSPORT	< 200 mètres
N° 43	Privé	SITE DU CHS - MARGUERITE	< 200 mètres

MODE DE CLASSEMENT

NIVEAUX	LOCAUX	ARTICLES DE RÉFÉRENCE	MODE DE CALCUL		EFFECTIF DU PUBLIC	EFFECTIF DU PERSONNEL	EFFECTIF TOTAL
R+1	- Unité de 3 lits - Studio - T2	U 2	Patients : déclaration	5	13	2	15
			Visiteurs : déclaration	8			
			Personnel : 1 pour 3 lits	2			
R+1	Pôle « perspective » (bureaux)	Personnel (déclaration)			/	40	40
RDC	Unité psychiatrique	U 2	Patients : déclaration	30	45	10	55
			Visiteurs : déclaration	15			
			Personnel : 1 pour 3 lits	10			
TOTAL					58	52	110

CLASSEMENT :

Type (s)	PRINCIPAL	Uh
	SECONDAIRES	
Catégorie	4 ^{ème}	

DÉGAGEMENTS

NIVEAUX	LOCAUX	EFFECTIFS		RÉGLEMENTAIRES		RÉALISÉS		OBSERVATIONS
		NIVEAU	CUMULÉS	SORTIES	UP	SORTIES	UP	
R+1	Total	/	40	2	2	2 (+1 pour le personnel)	4 (+1 pour le personnel)	En excédent
RDC	Total	/	110	2	3	3 (+1 pour le personnel)	4 (+2 pour le personnel)	En excédent

ÉLÉMENTS TECHNIQUES (NON EXHAUSTIFS)

- Structure de la partie neuve et existante : SF 1/2 heure.
- Le projet est conçu en cloisonnement traditionnel.
- Deux façades sont desservies par une voie engin et deux autres par espaces libres. Il est considéré que les deux façades nord et ouest sont accessibles. La façade ouest présente des accès au R+1 à la fois vers l'aile nord et l'aile centrale et au RDC au centre du bâtiment.
- Le RDC et le R+1 sont organisés en zones protégées U 10 d'une capacité équivalente.
- Chaque zone bénéficie de sorties de secours donnant sur des espaces libres extérieurs ou d'escaliers de secours.
- Fluides médicaux : sans objet.
- Les combles sont recoupés tous les 300 m².
- Toutes les circulations horizontales accessibles au public sont désenfumées mécaniquement.
- Le chauffage et la production d'eau chaude sont assurés par les installations de production du site.
- L'établissement dispose d'un groupe électrogène.

CAHIER DES CHARGES FONCTIONNEL DU SSI / ZONAGE PROPOSÉ (DÉCOUPAGE EN NOMBRE DE ZONES GÉOGRAPHIQUES)

Il est mis en œuvre un SSI de catégorie A avec un équipement d'alarme de type 1 dont les matériaux centraux sont regroupés à proximité de l'accueil, dans un local dédié réservé au personnel chargé de l'exploitation du SSI.

La détection est généralisée, y compris les combles.

Il est proposé à la sous-commission technique la division de l'établissement en :

- zones de détection (ZDM - ZDA),
- zones de mise en sécurité (ZS) à fonction désenfumage (ZF) et/ou compartimentage (ZC),
- zones de diffusion d'alarme (ZA).

Niveaux	ZDM	ZDA	ZF	ZC	ZA
Combles	1	2	/	/	1
R+1	1	5	2	3	
RDC	1	4	2	2	

Nota :

- implantation de TRE SDI à chaque niveau : local IDE et bureau secrétariat au R+1,
- implantation TRE CMSI : local IDE.

DEMANDES DE DÉROGATIONS

D 1 :

NATURE
<p><u>Texte de la demande :</u></p> <p>« Par souci d'efficacité et de simplicité d'usage, nous nous sommes limités à deux zones (U 10) mais cela implique que les portes de 3 locaux se trouvent sur la limite de la zone. »</p> <p>Le niveau RDC est recoupé en deux zones U 10 isolées entre elles (CF 1 h de façade à façade) et d'une capacité équivalente (14 et 16 lits). Les portes de recoupement de circulation situées entre ces zones seront à fermeture automatique et PF 1/2h.</p>
RÉGLEMENTAIRE
Article U 10
MESURE(S) COMPENSATOIRE(S)
« Portes des 3 locaux équipés par des ferme-portes intelligents asservis au SSI. »

Réponse à la demande de dérogation : Favorable.

D 2 :

NATURE / RÉGLEMENTAIRE / MESURE(S) COMPENSATOIRE(S)
<p><u>Texte de la demande :</u></p> <p>« Conformément aux besoins de sécurité des usagers et dans le respect des dérogations accordées sur les projets similaires du centre hospitalier de Cadillac, les issues de secours présenteront des serrures à clé et seront normalement fermées. Elles ne disposeront pas de BG vert à proximité.</p> <p>Seul le personnel est habilité à les ouvrir pour éviter tout risque de fugue.</p> <p>En compensation, le personnel est spécifiquement formé au respect des consignes à respecter en cas d'évacuation. »</p>

Réponse à la demande de dérogation : Favorable

TEXTES PRINCIPAUX DE REFERENCE

- Code de l'Urbanisme et en particulier articles L. 111-8 et R. 425-15
- Code de la Construction et de l'Habitation - Articles R. 143-1 à R. 143-47
- Code du Travail
- Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité

- Arrêté du 25 juin 1980 modifié, relatif aux dispositions générales applicables aux établissements recevant du public
- Arrêté du 23 mai 1989 modifié par arrêté du 10 décembre 2004 (dispositions particulières applicables aux établissements du type U)
- Instruction Technique I.T. n° 246 relative au désenfumage dans les ERP,
- Instruction Technique I.T. n° 247 relative aux mécanismes de déclenchement des dispositifs de fermeture résistant au feu et de désenfumage,
- Instruction Technique I.T. n° 263 relative à la construction et au désenfumage des volumes libres intérieurs dans les ERP,
- Normes relatives aux systèmes de détection incendie (SDI) : NF S 61-950, NF S 61-961, NF S 61-962, NF S 61-965, NF S 61-966, NF S 61-970, NF EN 54-1 à NF EN 54-25
- Normes relatives aux diffuseurs sonores : NF C 48-150, NF S 32-001, NF S 61-936, NF EN 54-3
- Normes relatives aux systèmes de mise en sécurité incendie (SMSI) : NF S 61-930 à NF S 61-940 et fascicule FD S 61-949
- Normes françaises relatives aux matériels de détection d'incendie à liaisons hertziennes XP S 61-023
- Normes relatives aux installations électriques à basse tension : NF C 15-100, NF C 20-455, NF C 32-070

PRESCRIPTIONS

Ces prescriptions viennent en complément, précisent ou modifient les pièces comprises dans le dossier présenté.

1 DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES

1.1 Desserte :

L'isolement par rapport aux tiers (services économiques) devra être réalisé conformément à l'article CO 7.

1.2 Distribution intérieure :

La conception de la distribution intérieure devra être conforme à l'article U 10.

1.3 Personnes en situation de handicap :

1.3.1 L'évacuation est la règle pour les personnes pouvant se déplacer jusqu'à l'extérieur du bâtiment. Pour tenir compte de l'incapacité d'une partie du public à évacuer rapidement, et satisfaire aux dispositions de l'article R 143-4 du Code de la Construction et de l'Habitation, il appartiendra au maître d'ouvrage de prendre toutes mesures afin de respecter les dispositions des articles GN 8, GE 2, GE 3, CO 34 § 6 et CO 57 à CO 59.

1.3.2 L'exploitant devra être en mesure de présenter à la commission, le registre de sécurité prévu à l'article R 143-44 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Ce registre contiendra notamment :

- les consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicaps.
- la trace de la (ou des) solution(s) retenue(s) par le maître d'ouvrage.

2 AMÉNAGEMENT

Les aménagements intérieurs devront être conformes aux dispositions du chapitre 3 de l'arrêté du 25 juin 1980 et aux articles U 23 à U 25.

3 DÉSENFUMAGE ET VENTILATIONS

3.1 Le désenfumage devra être conforme à l'instruction technique n° 246 (Arrêté du 22 mars 2004 modifié par arrêté du 22 novembre 2004, JO du 01 avril 2004).

3.2 Les mécanismes de déclenchement devront répondre aux dispositions de l'instruction technique n° 247 (circulaire du 3 mars 1982, JO du 04 mai 1982).

4 CHAUFFAGE

Le système de chauffage et de ventilation devra répondre aux dispositions du chapitre V.

5 INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES

Les installations électriques devront être conformes aux normes les concernant et aux dispositions du chapitre VII de l'arrêté du 25 juin 1980 et U 30.

6 ÉCLAIRAGE NORMAL ET DE SÉCURITÉ

6.1 Éclairage "normal-remplacement" :

L'éclairage devra être conforme aux dispositions de l'article EC 6.

6.2 Éclairage de sécurité :

L'éclairage de sécurité devra être conforme aux dispositions des articles U 32, EC 7 à EC 15.

7 MOYENS DE SECOURS

7.1 Alerte :

La liaison avec les sapeurs-pompiers doit être assurée par tout moyen de communication conforme à l'article MS 70 §1 à 3.

La liaison doit :

- être propre à l'établissement et en permanence accessible à l'ensemble du personnel ;
- permettre d'assurer une liaison vocale de qualité et une bonne audibilité lors de la communication d'urgence ;
- offrir une fiabilité de fonctionnement, y compris en cas de coupure de l'alimentation électrique, pendant une durée minimale d'1 heure portée à 6 heures pour les établissements comportant des locaux à sommeil.

Les modalités d'appel des sapeurs-pompiers doivent être affichées de façon apparente, permanente.

7.2 Service de sécurité :

Le service de sécurité devra être composé conformément aux dispositions de l'article MS 46 et U 43, par des employés spécialement désignés, entraînés à la manœuvre des moyens de secours et à l'évacuation du public.

7.3 Organisation humaine de la sécurité (SSI) :

7.3.1 L'organisation humaine de la sécurité, en accord avec les dispositions générales et particulières, devra comprendre :

- des agents formés à l'exploitation du SSI installé (NF S 61-933 § 6) et disposant d'un niveau de formation adapté conforme aux dispositions de la NF S 61-931 § 4 (niveau 1 pour ceux qui exercent une responsabilité générale de surveillance et niveau 2 pour ceux ayant une responsabilité particulière de sécurité),
- des agents chargés de mettre en sécurité les occupants (NF S 61-933 § 4, MS 46).

7.3.2 Le chef d'établissement devra annexer au registre de sécurité un schéma d'organisation de la sécurité en cas d'incendie en précisant plus particulièrement le nombre de personnes affectées à la surveillance de l'établissement de jour comme de nuit (article U 41).

7.4 Organisation Technique de la Sécurité (SSI) :

7.4.1 Le local ou le placard dans lequel sera implanté le CSMI devra respecter les dispositions suivantes :

S.S.I. de catégorie A avec locaux sommeil (E.C.S. + C.M.S.I.)

- placé dans un local protégé d'un feu extérieur :

Aveugle

- composé de parois et plancher haut de degré CF compris entre 1/2h ou EI 30 (ou REI 30) et 1h ou EI 60 (ou REI 60), en tenant compte des exigences de l'article CO 24 (pour le 1^{er} groupe)
- équipé de portes de degré CF (EI ou REI) égal à la moitié du degré CF des parois et munies de ferme-porte

- disposant d'un report de synthèse du S.D.I. et C.M.S.I. à l'accueil ou endroit surveillé par le personnel
- à risque d'incendie faible, équipé d'un détecteur incendie approprié, d'un carré pompier pour ouverture et identifié

Non aveugle

- composé de parois et plancher haut de degré CF compris entre 1/2h ou EI 30 (ou REI 30) et 1h ou EI 60 (ou REI 60), en tenant compte des exigences de l'article CO 24 (pour le 1^{er} groupe)
- équipé de portes et d'éléments verriers de degré CF (EI ou REI) égal à la moitié du degré CF des parois et munies de ferme-porte
- à risque d'incendie faible, équipé d'un détecteur incendie approprié et identifié. Il pourra également contenir les alarmes techniques et les tableaux GTC, GTU.
- disposer d'un éclairage de sécurité permettant d'exploiter la centrale.

7.4.2 Gestion du Désenfumage Mécanique :

Pour une installation neuve, la commande de mise à l'arrêt des ventilateurs de désenfumage devra être située à proximité du CMSI (commentaires FD S 61-949 Q2/R2 de la NF S 61-932 § 8.4.3) ou intégrée au CMSI sous forme d'un interrupteur à clé par exemple, afin de satisfaire aux exigences de compatibilité avec le niveau d'accès 2 et l'absence de connaissance des codes d'accès spécifiques à chaque matériel par les sapeurs pompiers.

Cette commande devra être repérée comme "Arrêt ventilateur réservé aux sapeurs-pompiers".

Elle devra être commune pour les moteurs d'une même ZF ou individualisée pour chaque moteur selon les cas particuliers.

D'autre part, cette commande ne devra agir que sur la fonction "Arrêt ventilateur réservé aux sapeurs- pompiers" à l'exclusion de toute autre fonction de niveau 2.

- 7.4.3** Un contrat d'entretien du système de sécurité incendie devra être souscrit par l'exploitant (article MS 68). Tant que le SSI n'est pas remis en service, l'exploitation ne peut se poursuivre, qu'en présence d'une surveillance humaine continue, renforcée et à chaque niveau de l'établissement. La sous-commission recommande à l'exploitant de mettre en œuvre, dans un délai de 4h maximum, une remise en service de la centrale SSI en cas de déclenchement de celle-ci.

7.5 Consignes :

- 7.5.1** Les consignes de sécurité devront être affichées (article MS 47).

- 7.5.2** Le personnel recevra les consignes relatives aux dispositions immédiates d'évacuation du public à prendre en cas de sinistre, **notamment vis-à-vis des personnes en situation de handicap (articles R. 143-3 du CCH; GN 8 modifiés par l'arrêté du 24 septembre 2009).**

7.6 Plans :

- 7.6.1** Un plan schématique, sous forme de pancarte inaltérable, devra être apposé à chaque entrée de bâtiment de l'établissement pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers (article MS 41).

Le plan devra avoir les caractéristiques des plans d'intervention définies à la norme NF X 08-070 du 15 juin 2013 relative aux plans (évacuation et intervention), consignes et instructions de sécurité, documents et plans techniques de sécurité.

Il devra représenter l'intégralité des niveaux du bâtiment. Dans le cas de niveaux identiques, la représentation d'un étage courant à la place des niveaux similaires sera acceptée.

Devront figurer, s'ils existent :

- les cloisonnements principaux et dégagements avec indication des différentes ouvertures (baies accessibles, fenêtres, portes,...)
- l'emplacement des locaux techniques et des zones ou locaux à risques particuliers
- l'emplacement des dispositifs et commandes de sécurité
- l'emplacement des organes de coupure, des fluides et des sources d'énergies
- l'emplacement des moyens d'extinction fixes et d'alarme
- l'emplacement des zones de mise en sécurité, (zones de transfert horizontal, espaces d'attente sécurisés...) avec leurs portes de recoupement et si possible la mise en valeur du mur de recoupement de façade à façade
- les cheminements des canalisations et conduits dangereux dont le risque pour les intervenants ne peut être supprimé par la mise en œuvre des organes de coupures précités (câbles d'installations photovoltaïques, canalisations de gaz, ...)

et tout autre équipement ou information nécessaire à l'intervention des services de secours.

7.6.2 Les plans de zonage SSI des différents niveaux, la notice de fonctionnement et d'entretien ainsi que les consignes à l'attention du personnel chargé de l'exploitation du SSI devront être placés à proximité du tableau de signalisation (articles MS 41, MS 47 et MS 55 ainsi que la norme NF X 08-070 du 15 juin 2013).

8 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

L'établissement devra disposer d'un registre de sécurité renseigné et mis à jour conformément aux dispositions de l'article R. 143-44 du C.C.H., précisant notamment les diverses consignes, générales et particulières en cas d'incendie, y compris les consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap.

9 CONTRÔLES

- 9.1** Un organisme agréé devra établir conformément aux dispositions de l'article GE 7, le rapport de vérifications réglementaires après travaux (RVRAT) prévu par l'article GE 8 et dont le contenu et la forme devront être conformes aux dispositions de l'article GE 9 et appendice.
- 9.2** La sous-commission préconise la souscription, par l'exploitant, de contrats d'entretien des installations techniques (portes coupe-feu, système de désenfumage, système de chauffage et de climatisation, ...).
- 9.3** Un avis relatif au contrôle de la sécurité devra être affiché d'une façon apparente près de l'entrée principale (article GE 5).

10 EXÉCUTION DES TRAVAUX

L'exploitant ne peut faire effectuer, en présence du public, les travaux de gros œuvre et de toiture, ceux nécessitant l'utilisation de matériel à combustion vive, ainsi que les travaux qui feraient courir un danger quelconque ou qui apporteraient une gêne à l'évacuation (article GN 13).

11 RÉCEPTION DES TRAVAUX AVANT OUVERTURE

- 11.1** Demander la saisine par le Maire de la Commission de sécurité compétente un mois avant la date d'ouverture au public prévue (article 43 du décret du 8 mars 1995).
- 11.2** Transmettre à la Commission de sécurité compétente quelques jours avant la visite de réception les documents suivants :
 - le rapport des vérifications techniques effectuées à la construction par l'organisme agréé (article GE 9). Ce rapport doit préciser dans l'ordre des articles du règlement la conformité ou la non-conformité des installations ou des équipements aux dispositions applicables au moment de la réalisation des travaux.
 - le rapport de réception du SSI de catégorie A et le dossier d'identité du coordinateur SSI, au titre de l'article 12 de la norme NF S 61-970 (février 2013).
 - les éventuels certificats d'associativité des nouveaux matériels installés par rapport à l'installation existante.

PROPOSITION D'AVIS

Avis Favorable

Il est rappelé au pétitionnaire l'article R 143-34 du C.C.H. qui stipule que :

« les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la présente réglementation. Le contrôle exercé par l'administration ou par la commission de sécurité compétente ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement ».



Direction départementale des
territoires et de la mer

DDTM 33/SHLCD/Qualité de la
Construction

Dossier suivi par :
Alain PIERRET

Tél. : 05 54 69 21 62

ddtm-shlcd-OC@gironde.gouv.fr

COMMISSION CONSULTATIVE DÉPARTEMENTALE DE SÉCURITÉ ET D'ACCESSIBILITÉ

SCDA

Réunion du mardi 30 janvier 2024

AVIS DE LA CCDSA RELATIF A L'ACCESSIBILITE AUX PERSONNES HANDICAPEES

Procès verbal de la réunion

Textes de référence

VU le code de la construction et de l'habitation, notamment les articles L. 122-3, L.122-6, L. 181-2 et L. 161-1 à L. 165-7 et les articles R. 122-5 à R. 122-21, R. 122-30, R. 122-31, R. 122-35 et R. 162-1 à R. 165-21 ;

VU l'arrêté du 15 décembre 2014 fixant les modèles des formulaires des demandes d'autorisation et d'approbation prévues aux articles L. 111-7-5, L. 111-8 et L. 122-1 du code de la construction et de l'habitation ;

VU l'arrêté du 8 décembre 2014 modifié fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-7 à R. 111-19-11 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n° 2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public ;

VU l'arrêté du 20 avril 2017 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement ;

DOSSIER N° AT 033 081 23 W 0007
N° urbanisme : PC 033 081 23 W 0016

Commune : CADILLAC

Demandeur : Centre Hospitalier de Cadillac représenté(e) par FAUGEROLAS Patrick

Adresse du demandeur : 89 Rue Cazeaux Cazalet 33410 CADILLAC

Nom établissement : CENTRE HOSPITALIER DE CADILLAC

Adresse des travaux : 89 Rue Cazeaux Cazalet 33410 CADILLAC

Type : U Etablissements de soins / Catégorie ERP : 4

Nature des travaux :

construction neuve

RECONSTRUCTION DE L'UNITE TRELAT

Demande de dérogation : oui, 1 point(s) dérogatoire(s)

Point dérogatoire 1 (Préservation patrimoine) :

- La porte d'entrée principale comporte deux vantaux de 0,65 m chacun, présentant un passage libre total de 1,30 m. - Cette porte s'inscrit dans un pan de mur existant.
- Afin de respecter les qualités et la nature du lieu, il est donc prévu d'installer une porte à deux vantaux de 0,65 m, conformément aux dispositions historiques existantes.
- Le projet est situé dans le périmètre d'un Site Patrimonial Remarquable.
- En compensation, il est prévu d'équiper les vantaux d'un ouvre-porte automatique commandé par un dispositif de contrôle d'accès accessible aux PMR (visiophone avec signal d'ouverture lumineux et sonore).
- Les deux vantaux s'ouvriront en même temps, le public n'aura pas à manipuler la porte et bénéficiera d'une largeur de passage utile de 1,30 m.
- La porte sera largement vitrée, facilement repérable, réalisée en bois peint et pourvue de petits bois.

MOTIVATION

- sur l'autorisation : Favorable

- sur la dérogation : Favorable

AVIS DE LA COMMISSION

La commission émet un avis favorable à la réalisation de ce projet.

A BORDEAUX, le mardi 30 janvier 2024

Pour le Préfet

Le président de la commission


M BERRY Mathias

DOSSIER N° AT 033 081 23 W 0007

N° urbanisme : PC 033 081 23 W 0016

Commune : CADILLAC

Demandeur : Centre Hospitalier de Cadillac représenté(e) par FAUGEROLAS Patrick
Adresse du demandeur : 89 Rue Cazeaux Cazalet 33410 CADILLAC

Nom établissement : CENTRE HOSPITALIER DE CADILLAC

Adresse des travaux : 89 Rue Cazeaux Cazalet 33410 CADILLAC

Références cadastrales :

Type / catégorie ERP : U Etablissements de soins / 4

Nature des travaux :

construction neuve

RECONSTRUCTION DE L'UNITE TRELAT

Demande de dérogation : oui, 1 point(s) dérogatoire(s)

Point dérogatoire 1 (Préservation patrimoine) :

- La porte d'entrée principale comporte deux vantaux de 0,65 m chacun, présentant un passage libre total de 1,30 m.

- Cette porte s'inscrit dans un pan de mur existant.

- Afin de respecter les qualités et la nature du lieu, il est donc prévu d'installer une porte à deux vantaux de 0,65 m, conformément aux dispositions historiques existantes.

- Le projet est situé dans le périmètre d'un Site Patrimonial Remarquable.

- En compensation, il est prévu d'équiper les vantaux d'un ouvre-porte automatique commandé par un dispositif de contrôle d'accès accessible aux PMR (visiophone avec signal d'ouverture lumineux et sonore).

- Les deux vantaux s'ouvriront en même temps, le public n'aura pas à manipuler la porte et bénéficiera d'une largeur de passage utile de 1,30 m.

- La porte sera largement vitrée, facilement repérable, réalisée en bois peint et pourvue de petits bois.

le Préfet,

VU la demande de dérogation référencée ci-dessus,

VU le code de la construction et de l'habitation, notamment les articles L. 122-3, L.122-6, L. 181-2 et L. 161-1 à L. 165-7 et les articles R. 122-5 à R. 122-21, R. 122-30, R. 122-31, R. 122-35 et R. 162-1 à R. 165-21 ;

VU l'arrêté du 15 décembre 2014 fixant les modèles des formulaires des demandes d'autorisation et d'approbation prévues aux articles L. 111-7-5, L. 111-8 et L. 122-1 du code de la construction et de l'habitation ;

VU l'arrêté du 8 décembre 2014 modifié fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-7 à R. 111-19-11 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n° 2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public ;

VU l'arrêté du 20 avril 2017 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement ;

VU l'avis formulé le mardi 30 janvier 2024 par la SCDA ;

Considérant que :

ARRÊTE

Article 1

La dérogation est accordée.

Article 2

Le directeur départemental des territoires et de la mer et le maire de la commune du projet sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'application du présent arrêté.

A Bordeaux, le 30 JAN. 2024
Pour le Préfet,

Le responsable de l'unité Qualité de la Construction
Service Habitat, Logement, Construction Durable

Mathias BERRY
Mathias BERRY

Voies de recours :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. Le demandeur pourra également saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux dans le même délai. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr sur l'ensemble du territoire français.